

[ACCUEIL \(/\)](#)[MONDE \(HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/MONDE/\)](https://www.lesechos.fr/monde/)

ASIE - PACIFIQUE

Jean-Philippe Eglinger : «A terme, Hanoï souhaite ne garder que 200 entreprises à capital 100 % public »

[MICHEL DE GRANDI \(HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/?ID=178\)](https://www.lesechos.fr/journalistes/?ID=178) | Le 05/07 à 17:20



Jean-Philippe Eglinger Président-Directeur-Général de Viêt Phap Stratégies. Il est le coauteur d'« Histoire du Vietnam de la colonisation à nos jours », février 2018, Editions de La Sorbonne - DR

A force de fusions, restructurations ou cessation d'activité, le nombre des entreprises publiques s'est bien réduit et leur efficacité a augmenté.

Où en est le programme de privatisations ?

Au début des années quatre-vingt-dix, il y avait environ 12.000 entreprises d'Etat. Elles n'étaient plus que 6.000 au tournant du siècle. A force de fusions, restructurations ou cessations d'activité, en octobre 2016, leur nombre est tombé à 718 dont 500 étaient encore publiques à 100 %. Cette cure d'amaigrissement a été de pair avec une augmentation de leur efficacité. Un rapport du Central Institute of Economic Management analyse les 350 entreprises d'Etat actionnarisées en 2015 et montre que leurs bénéfices avant impôt ont progressé en moyenne de 49 % et leur **chiffre d'affaires** (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_chiffre-daffaires.html#xtor=SEC-3168) de 29 %. Quant à leur contribution au budget, elle est en hausse de 27 %. Non seulement l'Etat en se désengageant a allégé ses coûts de fonctionnement, mais en plus, il tire parti de leur meilleure santé économique. De grandes entreprises comme **Petrolimex**, (https://www.lesechos.fr/06/02/2013/LesEchos/21370-019-ECH_l-etat-vietnamien-s-apprete-a-sortir-du-capital-de-ses-entreprises-publiques.htm) **BIDV** (Bank for Investment and Development of Vietnam), **Vinatex** (Vietnam

Textile and Garment Group) (https://www.lesechos.fr/28/12/2016/LesEchos/22349-094-ECH_le-vietnam--marche---frontiere---qui-monte.htm) , Viglacera (matériaux de construction, immobilier) ont bénéficié de ce processus entre 2011 et 2016.

Quelles ambitions pour les entreprises qui resteront publiques ?

A terme, Hanoï souhaite ne garder que 200 entreprises à capital 100 % public. Ce seront en quelque sorte des champions nationaux qui vont intervenir dans des secteurs clefs comme les transports, l'énergie ou les télécoms. Dans ce dernier secteur, Viettel fait certainement office de modèle. De simple entreprise militaire de télécommunications en 1989, elle est devenue un **consortium** (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_consortium.html#xtor=SEC-3168) qui réalise 10 milliards d'euros de chiffre d'affaires (2017). L'entreprise est présente dans plus de dix pays dans le monde (Laos, Cambodge, Afrique, Amérique du sud, France). Et surtout, au Vietnam, elle se concentre à présent sur la recherche afin de développer des équipements qui étaient jusqu'ici importés. Une contribution à l'indépendance nationale clairement affichée en quelque sorte.

Pourquoi les privatisations prennent-elles tant de temps ?

Il faut voir que le processus est relativement ancien puisqu'il remonte aux années quatre-vingt-dix. **Les autorités voulaient se désengager** (https://www.lesechos.fr/27/03/2018/lesechos.fr/0301490266184_le-vietnam-fait-miroiter-son-dynamisme-economique-a-paris.htm) en transférant les parts détenues dans ces entreprises d'Etat à des collectivités, des cadres, des employés ou des investisseurs extérieurs. Le but ultime étant de réformer les structures en les rendant plus efficaces, l'Etat gardant un œil sur leur fonctionnement via le nouvel actionnariat. Ce processus s'apparente davantage à une actionnarisation des entreprises d'Etat plutôt qu'à une privatisation au sens où nous le comprenons en Occident. Il y aura à terme sans doute une autre étape avec l'entrée d'investisseurs privés dans le capital. Pour l'instant, la réglementation ne le permet guère : un investisseur stratégique extérieur ne peut pas détenir plus de 30 % du nombre des actions d'une entreprise étatique et sous certaines conditions d'éligibilité.

(*)Coauteur d'« Histoire du Vietnam de la colonisation à nos jours », février 2018, Editions de La Sorbonne

Michel De Grandi

[@MdeGrandi \(https://twitter.com/MdeGrandi\)](https://twitter.com/MdeGrandi)

Suivre